

secteur privé si nous voulons relancer la croissance de notre pays. Et nous devons plus que tout, tant au plan interne qu'externe, jeter des ponts et non ériger des barrières.

C'est dans cet esprit que j'ai annoncé une revue majeure de toutes nos relations internationales, une revue qui vise à engager les Canadiens dans un débat sur certaines questions essentielles en matière de politique étrangère. Cet examen sera mené par des Parlementaires qui tiendront des audiences dans l'ensemble du pays. Pour la première fois dans l'histoire du Canada, on dit que les Canadiens devraient avoir voix au chapitre dans l'élaboration de la politique étrangère de leur pays. Mais l'examen ne vise pas à remettre en cause certaines questions de base, comme notre appartenance à l'ONU ou à l'OTAN. Ces questions et d'autres sont des acquis. Il veut plutôt donner aux Canadiens la possibilité de discuter de la place qu'occupe leur pays dans le monde - comment nous nous en tirons par rapport aux autres nations et ce que nous pouvons faire pour améliorer notre position. L'examen se concentrera assez largement sur la politique économique - ce qui est nouveau pour une revue de politique étrangère.

Mais je suis convaincu que la politique économique internationale est une partie intégrante de la politique étrangère et qu'elle ne peut en être séparée; et je veux que notre examen reflète cette réalité.

Nulle part l'interdépendance ne s'est-elle plus nettement manifestée que dans le domaine du commerce et de l'investissement. Les pays sont devenus de plus en plus étroitement liés par un réseau d'échanges commerciaux et financiers. Le développement d'une économie mondiale est toutefois une source de pressions constantes qui obligent nombre de nos pays à restructurer et à adapter leurs industries, leur main-d'oeuvre, leurs régions et leurs entreprises.

Au Canada, nous reconnaissons que pour être compétitifs dans cette économie mondiale en rapide mutation, nous devons adopter une approche nouvelle de la politique économique commerciale. Nous devons changer aussi bien notre relation économique avec le reste du monde que le mode de gestion de notre économie nationale.

Vous savez que le Canada a toujours été une nation commerçante. Nous sommes remarquablement ouverts au monde. En 1984, environ 30 % de notre PNB étaient directement attribuables au commerce extérieur. Notre croissance économique a reposé sur d'abondantes ressources naturelles que